

Projet de motion relative à la réforme fiscale à Mayotte

Considérant que le 31 mars 2011, Mayotte est devenue une collectivité unique qui exerce les compétences dévolues aux Départements et aux Régions ;

Considérant que le 05 septembre 2013, saisi par le gouvernement, le Conseil général de Mayotte a émis un avis favorable sur la réforme fiscale qui s'appliquera à partir du 01^{er} janvier 2014, où les recettes fiscales ont, notamment, été évaluées à 85 millions d'euros ;

Considérant que dans le projet de loi de finances pour l'année 2014 soumis pour avis le 20 septembre 2013, le gouvernement estimait que la dotation d'équilibre pour l'année 2014 à verser au Conseil général de Mayotte serait de 55 millions d'euros. Le montant de cette dotation créera un déficit structurel de 40 millions d'euros ;

Considérant que depuis 2010, le Département de Mayotte a engagé une politique consistant à diminuer et supprimer le déficit budgétaire qui s'élevait à 95 millions d'euros au détriment de ses investissements publics ; que ses efforts ont abouti au résultat escompté puisque ce déficit est passé à moins de 12 millions d'euros fin 2012 et il sera ramené à zéro à la fin de l'exercice 2014 ;

Considérant que la rupéïisation de Mayotte à partir de Janvier 2014 nécessitera une contribution de la collectivité au financement des fonds européens, soit 40 millions d'euros ;

Considérant que les élus s'inquiètent réellement de la volonté de l'Etat de faire de la Collectivité Unique un partenaire central et privilégié du développement du territoire et de la cohésion sociale si elle lui prive à la fois de sa capacité d'investissement et d'intervention dans ses missions sociales,

En conséquence,

LES ELUS SOUSSIGNES DEMANDENT AU GOUVERNEMENT,

- **Que le gouvernement réévalue le montant de sa dotation à 95 millions d'euros en faveur du Département de Mayotte. Au vu de la situation budgétaire difficile de la collectivité et des nécessités de développement du territoire, de considérer que cette dotation de 95 millions d'euros soit une « dotation plancher » c'est-à-dire qu'elle ne puisse être réduite si les recettes fiscales étaient supérieures aux prévisions ; que le projet de loi de finances pour l'année 2014 soit amendé pour permettre le Département de Mayotte d'avoir un équilibre budgétaire réel.**

- Que les dotations de compensation en matière de politique sociale puissent couvrir les besoins réels du territoire.

**La Présidente de la
Commission Outre-
mer de l'ADF
*Présidente du Conseil
Général de La Réunion***

***La Présidente du
Conseil Général de la
Martinique***

***Le Président du
Conseil Général de
Mayotte***

Nassimah DINDAR

Josette MANIN

Daniel ZAÏDANI

***Le Président du
Conseil Général de la
Guadeloupe***

***Le Président du
Conseil Général de la
Guyane***

***Le Président du
Conseil Territorial de
Saint-Pierre et
Miquelon***

Jacques GILLOT

Alain TIEN-LIONG

STEPHANE ARTANO